

Crise financière ... pertes de la Société Générale ... Il est temps de remettre le système financier sur ses pieds

Alors que les résultats élevés des grandes banques françaises devaient être annoncés pour fin janvier début février 2008 en dépit de la crise financière, la Société Générale annonce une perte conjoncturelle de près de 5 milliards faisant descendre son résultat 2007 à 700 millions environ au lieu des 5,5 milliards avant impôts envisagés.

Cette perte de la Société Générale vient compléter la liste des pertes sur les opérations de marchés de Calyon (250 Millions d'euros), du CIC (600 millions d'euros) ...

Ces sommes ne se sont pas envolées. Elles sont récupérées par ceux qui ont encaissé les règlements sur les marchés.

Jamais en reste, une partie des médias - assistés d'experts auto proclamés - s'est engouffrée dans la thèse romanesque des « traders fous » ! les mêmes qui étaient encensés hier lorsqu'ils faisaient gagner des millions d'euros à leur banque ... Les titres les plus invraisemblables font la une des manchettes sans que les questions de fond ne soient abordées.

Pourquoi les banques en sont-elles arrivées là ?

En fait, ces événements sont les révélateurs des dérives qu'engendrent les mécanismes financiers contraignant les banques à s'adapter aux contextes réglementaires, financier et concurrentiel dans lesquels elles évoluent.

C'est la mise en accusation de tout un système, fondé sur le principe de l'auto régulation d'une économie évoluant uniquement en fonction de l'offre et de la demande, appliqué à des banques dont l'activité est la création monétaire, dépendant de l'évolution des capacités productives et acteurs majeurs pour la croissance de ces capacités.

Les banques pour des raisons légitimes d'assurer la sécurité financière du système, sont aujourd'hui contraintes d'accroître leurs fonds propres.

Soumises à la baisse des taux de marges entre le coût de l'argent et le produit des crédits, aux limites de la progression de la rémunération des services, à la faiblesse de l'investissement productif des entreprises non financières, au taux de chômage et à la stagnation du pouvoir d'achat, elles sont conduites à rechercher dans la gestion de leur trésorerie disponible et du patrimoine des acteurs

économiques, des mécanismes de placement en mesure d'accroître leur rentabilité financière.

C'est de leurs performances financières que dépend la couverture de leurs fonds propres, par l'attrait des investisseurs dans leur capital lui-même soumis, depuis la privatisation à la pression des marchés financiers et des exigences de rentabilité des actionnaires.

Ces mécanismes fortement spéculatifs et risqués peuvent en un temps record remettre en cause l'équilibre d'un système financier, de par le niveau des montants financiers en jeu et l'extrême volatilité des marchés de capitaux.

Quand spéculer devient une activité ...

La crise des crédits immobiliers américains, pourtant notés AAA par les agences de notation, a entraîné l'expropriation de centaines de milliers de ménages. Malgré le soutien des banques centrales, c'est aujourd'hui tout le système financier mondial qui se trouve en danger.

Cela n'empêche pas pour autant les banques de financement et d'investissement de jouer à « qui perd, gagne » sur les marchés de capitaux.

... il n'y a plus de règle ...

Quand la spéculation boursière s'effectue au niveau mondial sur un « marché » de 30 000 milliards de dollars, les lignes blanches sont vite franchies. D'autant plus facilement que les lignes blanches ne sont pas clairement définies !

L'important, pour la banque et pour ses actionnaires, est d'atteindre un rendement de 20% par an des capitaux investis, ceci sans commune mesure avec la réalité économique ... Et pour les traders, l'objectif est d'obtenir des bonus largement supérieurs à leurs salaires.

Cette absence de règle, déjà observée en 2002, lors des affaires Enron, Vivendi, Andersen, est inscrite dans le système lui-même et « pousse au crime » tant le risque est lié à l'argent.

Le rapport « Bouton » de 2002 sur la « corporate gouvernance » n'a pas réglé les problèmes. Il faut donc reprendre la question autrement.

Ce n'est pas bon pour l'économie ...

Depuis 20 ans, les marchés financiers ont pris le pouvoir. Ils ont été à l'origine de « bulles » spéculatives et le développement des nouvelles technologies n'a fait qu'accélérer le poids des opérations strictement financières et leur absence de relation avec l'économie réelle.

L'intervention des banques centrales a permis de passer une à une les crises financières sans éviter les phases de récession, de restructurations et leurs cortèges de suppressions d'emplois.

Une nouvelle fois, la crise financière peut déboucher à plus ou moins court terme sur une récession.

Aucune régulation n'a permis de freiner les mouvements erratiques provoqués par les opérations spéculatives sur les marchés.

Mettre fin à ces dérèglements suppose de remettre le système financier sur pieds. Taxer les transactions financières pour les décourager, pénaliser les opérations financières et encourager le financement de l'économie réelle doivent être mis au centre de politiques publiques combinées en France, en Europe comme à l'échelle internationale.

Il faut que les instances de régulation notamment en Europe s'emparent du problème et que le rôle de la BCE soit redéfini dans ce cadre.

Quel rôle pour les banques ?

Le rôle des banques doit être de soutenir une politique de relance économique. Ceci suppose de reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un secteur comme les autres, qu'il doit être réglementé, régulé, organisé.

Dans les mesures à débattre, il y a :

- la remise en cause de la course à des ratios de rentabilité sans lien avec l'économie réelle, le niveau de production de produits et de services. Les ratios de rentabilité doivent être assis sur la marche réelle de l'économie. C'est donc l'abandon des objectifs de ROE de 15 ou 20% qu'il faut viser.
- la remise à plat des mécanismes de titrisation des risques, de LBO, de multiplication des « produits » spéculatifs sur les marchés, d'opérations « hors bilan » doit être engagée afin de « moraliser » les marchés.
- La mise en place de contrôles de toutes les activités financières et leur évaluation économique
- La mise à plat des politiques de rémunérations liées à la productivité, aux volumes d'affaires et notamment la suppression des énormes « bonus » en cours dans le secteur financier.
- Réfléchir à la formation du capital des banques afin de limiter sa vulnérabilité sur les marchés de capitaux

En clair, il faut aller vers une réforme du système financier en retrouvant une véritable régulation qui s'appuie sur les métiers bancaires traditionnels.

Des risques d'OPA ?

L'économie casino qui s'est développée n'est pas au service des hommes et de leur prospérité. Elle est sans boussole et entraîne dépeçage d'entreprises, OPA amicales ou non, raids boursiers etc ...

Dans un système financier qui ne marche plus sur la tête, il y a place pour des entreprises aux missions et objectifs différents.

Nous refusons les OPA et voulons un secteur financier au service du développement économique durable au plan national, européen comme au plan international.

Des politiques publiques, à chacun de ces échelons, peuvent être mises en place pour garantir contre les OPA et autres opérations financières qui se retournent contre les salariés des entreprises concernées et s'éloignent sans cesse plus des raisons d'existence d'un secteur financier organisé au service de l'économie réelle.

Et les salariés dans tout ça ?

La grande majorité des salariés des banques reste incrédule devant le feuilleton médiatique ouvert depuis une semaine.

En lien avec les clients, les salariés de la profession sont attachés à une activité de financement réelle de l'économie, répondant aux besoins des ménages et des entreprises.

Les activités bancaires sont lucratives depuis des années mais peuvent se voir fragilisées par des opérations spéculatives. Ce n'est pas au salarié de payer les pots cassés.

De même qu'il faut cadrer les activités financières, les continger en les réglementant strictement, il faut que les salariés bénéficient d'une sécurisation de leurs parcours professionnels et que leurs qualifications soient reconnus par des salaires fixes évoluant a minima au rythme de l'inflation.

C'est le moins qu'on puisse exiger lorsque les actionnaires se partagent la plus grosse part des résultats sous forme de dividende.

Enfin, au titre de la transparence, il y a nécessité de mettre en place un contrôle par les salariés en mettant des moyens nouveaux à disposition de leurs représentants.

De même, les usagers doivent voir renforcé leur rôle ainsi que celui du législateur et des collectivités territoriales.

Sur toutes ces questions, la FSPBA CGT appelle à la réflexion des salariés, des acteurs économiques et politiques.